

Protection de vos données personnelles

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, vous êtes informés que les données personnelles que vous communiquez à la Direction Transitions Écologiques Énergétiques et Habitat-Logements de Montluçon Communauté, responsable de traitement, feront l'objet de traitements de données pour l'instruction de votre demande d'aide à l'achat de système anti-intrusion. Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci.

Destinataires des données

Les données personnelles que vous communiquez sont destinées aux personnes habilitées de la Direction Transitions Écologiques Énergétiques et Habitat-Logements de Montluçon Communauté. Des données seront transmises aux Commissions et aux services de Montluçon Communauté concernés par l'instruction de votre demande (services comptables...).

Conservation des données

Les données relatives à l'instruction du dossier de demande d'aide seront conservées 10 ans à compter de la clôture du dossier. Les mesures techniques et organisationnelles appropriées seront mises en œuvre afin de garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données personnelles recueillies.

Exercice des droits

Vous pouvez accéder aux données vous concernant. Vous disposez également d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter la Direction Transitions Écologiques Énergétiques et Habitat-Logements de Montluçon Communauté ou le délégué à la protection des données, par voie électronique à dpo@montlucon-communaute.fr ou voie postale à Délégué à la protection des données – Montluçon Communauté - 1 rue des Conches - 03100 Montluçon. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.